Dans l'article du 24/06/2022, intitulé *« Démolitions, relogement... les avis sont partagés »* nous avons noté, en tant qu'habitants du quartier Reynerie, plusieurs points qui nous font réagir et sur lesquels nous demandons un droit de réponse.

1) Tout d'abord, l'imprécision des propos tenus par M. Cognard, Conseiller Municipal en charge de la politique de la Ville ôte toute valeur aux chiffres et aux affirmations qu'il avance :

Ainsi, il nous parle d'abord de « *plusieurs études locales* », puis d'une « *enquête flash* » supposées confirmer que les habitants relogés sont satisfaits. D'où sort-il cela ? Peut-il nous communiquer ces études et cette enquête ? Qui a été sondé ? Les habitants des immeubles détruits sur la métropole, sur la ville de Toulouse, sur le Mirail, sur la Reynerie ? En quelle année ? Les enquêtes étaient-elles anonymes, ou bien les locataires donnaient-ils leur nom, s'identifiant ainsi auprès des bailleurs sociaux ? Etc.... Tout cela, vous en conviendrez, modifie fortement les résultats....

Par ailleurs, sans être très forts en maths, nous pouvons dire que 83 % de 267 (soit 222 familles en arrondissant au supérieur), sont moins de la moitié des 463 familles sondées, et moins de 20 % des familles du Mirail relogées suite à la démolition de leur immeuble. Pour notre part, nous avons de nombreux retours d'habitants qui **souhaiteraient retrouver leur ancien logement**, pour **des raisons de confort**, (nouveaux logements plus petits, mal isolés en particulier phoniquement, mal conçus pour les familles, éloignés des transports en commun...), d**es raisons financières** (loyer et charges beaucoup plus élevés, mettant les familles en difficulté) et **des raisons humaine**s (isolement en particulier des personnes âgées, coupées de leur ancien réseau d'amitié et de solidarité).

2) Quant à ses déclarations concernant *« la très mauvais qualité écologique »* de ces immeubles, elles nous laissent stupéfaits :

Nous rappelons que, outre le fait que nos immeubles sont les seuls à n'avoir pas bougé lors de l'explosion d'AZF qu'ils ont pourtant prise de plein fouet, nous bénéficions par exemple d'un chauffage collectif par incinération des déchets, sans concurrence possible avec le coût du chauffage électrique qui équipe toutes les nouvelles constructions. Avec notre système de chauffage, nous ne craigons pas les coupures annoncées par EDF cet hiver.

De plus, nous savons, grâce au collectif d'architectes avec lequel nous travaillons, qu'il est très facile, rapide et peu coûteux d'isoler efficacement nos immeubles.

Quand à l'empreinte carbone du projet de démolition/reconstruction, il est 3 fois plus important qu'une rénovation des immeubles Candilis incluant une isolation thermique de nos bâtiments. Ces faits sont prouvés, les architectes tiennent les documents à la disposition de M. Cognard et de M. Moudenc. Cela fait plusieurs mois que nous demandons une étude comparative détaillée sur l'empreinte carbone et le coût financier entre les démolitions et le maintien des immeubles en les rénovant, cela est toujours refusé par la Mairie.

3) Nous demandons un minimum de sérieux sur un sujet aussi grave, qui concerne notre vie, et nous sommes extrêmement choqués par **le ton paternaliste et condescendant de M. Cognard** à notre égard. Nous ne sommes pas des ignorants, pas plus que des nostalgiques du passé ou des enfants capricieux. Nous savons de quoi nous parlons. Cela fait des années maintenant que la mairie casse des immeubles dans le quartier, nous avons des éléments de comparaison avec les nouveaux logements construits, nous sommes capables de faire notre propre bilan. **Ce n'est pas à M. Cognard de décider où et comment nous devons vivre.**

4) M. Cognard fait état *« d'une minorité qui se plaint »*. Nous sommes plusieurs dizaines d'habitants, **nous ne nous plaignons pas, nous nous battons** pour que notre vie et notre avis soient pris en compte, ce qui n'est jamais fait. M. Cognard parle de *« nombreuses consultations et réunions publiques »*. Certes, il y a eu des réunions, toujours sur des projets décidés à l'avance, non

négociables sur le fond (démolition/reconstruction), les consultations portant toujours sur des questions à la marge. Nous en donnons pour exemple la première enquête d'utilité publique en 2017, qui a invalidé le projet. La mairie a attendu un peu, puis refait une enquête d'utilité publique, qui a cette fois-ci été favorable à son projet, mais sans apporter la moindre réponse à la demande du commissaire ayant instruit la 1ere enquête (une comparaison des coûts financiers et écologiques entre une démolition/reconstruction et une réhabilitation), ni à la demande des habitants d'un bilan sérieux des phases précédentes de démolition/reconstruction, notamment en termes d'amélioration de la mixité.
Et M. Cognard ose encore nous expliquer que c'est pour notre bien qu'il nous chasse de chez nous et nous met dans des difficultés supplémentaires ? Ne peut-il donc comprendre que nous aimons notre quartier, que nous sommes partants pour l'améliorer, que nous serions ravis d'accueillir des familles nouvelles, diverses, dans nos immeubles désertifiés par le plan de la mairie ? Nous sommes persuadés que beaucoup de familles seraient intéressées par nos beaux appartements après une réhabilitation intelligente. Détruire nos immeubles alors qu'il y a une telle crise du logement, en vérité c'est irresponsable.

5) L'ultime argument de la mairie, c'est *« la mixité sociale »* : il faudrait nous déplacer pour nous « mélanger » comme si nous refusions tout contact social. **M. Cognard, nous ne sommes pas des enfants, le paternalisme colonial c'est fini.** Si vous faisiez une enquête un peu sérieuse, vous verriez qu'il y a des catégories sociales très variées dans le quartier, vous sauriez qu'il y a des locataires de HLM mais aussi de nombreux propriétaires résidents, vous découvririez qu'il y a des jeunes couples, des familles diverses, des personnes âgées, des étudiants,... Bref, qu'il y a ce que vous appelez de la « mixité sociale ».
Quant à l'accusation sous-jacente même si non formulée de « communautarisme », nous vous rappelons le nombre d'associations diverses et ouvertes à tous de notre quartier, et nous vous informons que nous, habitants de Reynerie, nous travaillons avec des architectes, avec des étudiants, qui ont découvert et aimé notre quartier et ses habitants, et que au-delà, **nous le faisons connaître positivement par notre bataille pour pouvoir continuer à y vivre et à y vivre bien.**